



LA FRANCE DE LA
Ve RÉPUBLIQUE
1958 – 2012

Politique – Économie – Société

La France de la Ve République – 1958-2012
Politique – Économie – Société
Anne Tipsmark Bouchet – anne@bouchet.dk

Première édition
2012

Imprimé au Danemark par : Filipsen Grafisk Produktion aps

Trykt med støtte fra det Humanistiske Fakultet
Syddansk Universitet

ISBN 13: 978-87-993137-2-3

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays (texte & photos).
© Anne Tipsmark Bouchet, 2012

Anne Tipsmark Bouchet

LA FRANCE
DE LA
Ve RÉPUBLIQUE
1958 – 2012

Politique – Économie – Société

Première édition reliée
Filipsen Grafisk Produktion
Kolding
Danemark
2012

Anne Tipsmark Bouchet est née à Nyborg au Danemark. Diplômée de la Sorbonne, elle a été maître de conférences en histoire et civilisation française à l'Université du Danemark Sud à Odense pendant près de 30 ans. Elle a aussi écrit un livre sur l'évolution d'un village de moyenne montagne au XXe siècle (Autrans). Française par alliance, elle a de fortes attaches en France, et plus particulièrement à Paris, dans la Drôme et dans le Vercors.
anne@bouchet.dk



Je dédie ce livre à ma famille française.

SOMMAIRE

Introduction.....	9
LES ANNÉES DE GAULLE 1958-1969	19
Instauration de la Ve République	20
La nouvelle Constitution.....	21
Renouveau et stabilité de la vie politique.....	25
Le conflit algérien.....	28
De la naissance à la présidence.....	36
Politique extérieure	44
Politique intérieure	51
Modernisation et mutations de la société	56
Le malaise de la fin des années 60.....	62
LES ANNÉES POMPIDOU 1969-1974	71
De la naissance à la présidence.....	72
La ligne politique de Pompidou	73
Politique extérieure	75
Politique intérieure	75
Modification du paysage politique	82
La fin de l'époque pompidolienne	84
LES ANNEES GISCARD D'ESTAING 1974-1981.....	87
Les élections présidentielles en 1974.....	87
De la naissance à la présidence.....	89
La ligne politique de Giscard d'Estaing.....	90
1974 – l'année tournante	96
Le malaise s'installe.....	99
Politique extérieure	101
Les élections à la fin du régime de Giscard d'Estaing.....	102
LES ANNEES MITTERRAND 1 PREMIER SEPTENNAT: 1981-1988 ...	107
La victoire de François Mitterrand.....	108
De la naissance à la présidence.....	110
Politique intérieure	112
Politique extérieure	133
PREMIERE COHABITATION (1986-1988).....	137

LES ANNEES MITTERRAND 2 DEUXIÈME SEPTENNAT 1988-1995 ..	142
Les présidentielles et les législatives.....	142
Politique intérieure	144
Politique extérieure	154
Elections rapprochées et désarroi des électeurs	156
LA DEUXIEME COHABITATION 1993-1995	158
Politique intérieure	159
Politique extérieure	161
La vie politique.....	162
Les grands travaux de François Mitterrand	165
Le bilan Mitterrand	170
LES ANNEES CHIRAC 1 PREMIER SEPTENNAT 1995-2002.....	172
De la naissance à la présidence.....	174
1995 – 1997 – Le gouvernement Juppé	176
Politique intérieure	177
Politique de défense.....	182
La surprise des élections législatives anticipées	185
LA TROISIEME COHABITATION 1997-2002	188
Politique intérieure	188
Politique extérieure	199
LES ANNEES CHIRAC 2 LE QUINQUENNAT 2002-2007	203
Les surprenantes élections présidentielles	203
Le gouvernement Raffarin : 2002-2005	207
Politique intérieure	211
Raffarin est remplacé par Villepin en 2005	223
Politique extérieure	234
La lutte contre la dégradation climatique	238
Les grands travaux de Chirac	240
Le bilan Chirac	242
LES ANNÉES SARKOZY 2007-2012	247
Les élections présidentielles de 2007.....	248
De la naissance à la présidence.....	252
Un gouvernement d'ouverture.....	255
Les élections législatives.....	258
Le nouveau gouvernement – Fillon 2	260
Politique intérieure	263
Réformes de société	280
Les inégalités et la précarité en France	309
Politique extérieure	321

Les élections du quinquennat	332
Le nouveau paysage politique	338
Le nouveau style présidentiel et l'affaiblissement	346
La défaite de Nicolas Sarkozy et de l'UMP	352
Conclusion	355
Annexe : Documents d'époque	373
Bibliographie	421
Index	457

La connaissance du présent nécessite la connaissance du passé qui nécessite la connaissance du présent.

Edgar Morin

Ce sont les hommes qui écrivent l'Histoire, mais ils ne savent pas l'Histoire qu'ils écrivent.

Raymond Aron

La signification véritable de tout événement dépasse toujours toutes les causes passées qu'on peut lui assigner.

Hannah Arendt

La France est un pays qui adore changer de gouvernement à condition que ce soit toujours le même.

Honoré de Balzac

La république est le gouvernement qui nous divise le moins.

Adolphe Thiers

La république c'est le droit de tout homme, qu'elle que soit sa croyance religieuse, à avoir sa part de la souveraineté.

Jean Jaurès

Depuis les années 1980, la politique s'est du même coup désociologisée, en même temps qu'elle se désidéologisait. Le lien entre la sphère politique et la société est devenu plus flou.

Pierre Rosanvallon

Notre premier but doit être de reconstruire une société dans laquelle les maîtres de l'économie seront obligés par l'État à tenir compte des réactions et des intérêts de la population.

Alain Touraine

Introduction

Le 16 juin 1946 à Bayeux, première commune française libérée du joug allemand à l'été 1944, le général de Gaulle présenta ses idées pour une nouvelle constitution. Selon de Gaulle, il fallait instaurer un régime plus présidentiel en renforçant le pouvoir exécutif et surtout celui du président, afin de mieux assurer la stabilité politique intérieure et de confirmer la grandeur de la France, fortement ébranlée lors de la Seconde Guerre mondiale. Dans son célèbre discours de Bayeux, il s'exprimait en ces termes : « C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis (...) que doit procéder le pouvoir exécutif. A lui la mission de nommer les ministres et, d'abord, bien entendu, le Premier, qui devra diriger la politique et le travail du Gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer les lois et de prendre les décrets, car c'est envers l'État tout entier que ceux-ci et celles-là engagent les citoyens. A lui la tâche de présider les Conseils du Gouvernement et d'y exercer cette influence de la continuité dont une nation ne se passe pas. A lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le conseil, soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. A lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France. »

Cependant, de Gaulle eut du mal à faire prévaloir ses idées d'un pouvoir exécutif fort auprès des partis politiques, qui défendaient leur prééminence au sein du pouvoir législatif, le Parti Communiste

français, le Mouvement républicain populaire et la Section française de l'Internationale ouvrière étant les plus grands partis politiques juste après la guerre. La Constitution de la IV^e République, votée en 1946, mettra finalement en place un nouveau régime politique d'assemblées et de partis, mais sans renforcer le rôle du président de la République. Elle s'avèrera incapable d'affronter les grands défis de l'après-guerre et de leur apporter des solutions, principalement celui de la guerre d'Algérie. Les difficultés à gouverner et l'instabilité politique s'exprimeront notamment par une succession impressionnante de gouvernements entre 1946 et 1958, leur longévité n'étant en moyenne que de 6 mois. C'est pour remédier à cela, et en se fondant sur les idées gaulliennes, rejetées en 1946, que la Constitution de la Ve République sera instaurée.

Au cours des années qui précèdent la Ve République se mettent en place les structures économiques et sociales sur lesquelles sera construite la France de la Ve République. La France, sortie meurtrie et très affaiblie de tous points de vue de la Seconde Guerre mondiale, doit se reconstruire le plus vite possible. Sous le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) de 1944 à 1946, qui était dirigé par de Gaulle, furent mises en place les premières grandes réformes étatiques de structure, dont notamment la nationalisation des grands secteurs clés : l'énergie, les transports et le crédit ainsi que l'instauration de la Sécurité sociale et la généralisation des allocations familiales. Quelques années plus tard fut mis en place le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti). L'État providence voit donc le jour.

Pour diriger la reconstruction et inciter au développement et à la modernisation de la France, le gouvernement instaure alors une planification à la française, c'est-à-dire une planification souple ou indicative à la différence de la planification impérative de l'Union Soviétique. En 1946, le Commissariat général du Plan est créé, et en 1947, le premier plan quinquennal, dit le plan Monnet, entre en vigueur. Le but du plan Monnet est de développer systématiquement des secteurs prioritaires de la production, de l'économie, de l'infrastructure et de l'espace. Cette planification du développement de la France continuera jusqu'aux années 90 avec des buts ciblés dans chaque plan. L'aide Marshall, dont le but était notamment de sortir l'Europe de la pauvreté, qui risquait de faire le lit du communisme, est

accordée à la France en 1947, et elle contribue fortement à assurer économiquement le développement rapide des moyens de production et par-là contribue à la modernisation de la France. La production industrielle et agricole était alors principalement tournée vers le marché intérieur, car pendant les premières années d'après-guerre, tout manquait en France, le rationnement restant en vigueur jusqu'en 1949. Lentement, une concentration progressive d'entreprises et une plus rapide innovation technologique viendront renforcer la productivité et rendre les entreprises plus compétitives, même sur le marché extérieur. L'ouverture sur le marché extérieur reste cependant minime et le protectionnisme est considérable. Toutefois, les petites entreprises familiales, peu productives, resteront dominantes sous la IV^e République. Elles continueront à dominer le tissu industriel et agricole jusqu'aux années 70. Grâce aux efforts, la production retrouve dès 1950 son niveau d'avant-guerre et atteint un niveau deux fois plus élevé en 1958. La production agricole double également entre 1938 et 1958. C'est le début des années appelées « Les Trente Glorieuses ».¹

Cependant, les mentalités ne suivent pas nécessairement la modernisation et les changements. Une certaine angoisse et un certain refus de la modernisation s'expriment dans des franges de la population active qui se sentent menacées, voire dépassées par le développement. Il s'agit principalement des petits paysans, des artisans et des petits commerçants. La France était traditionnellement depuis des siècles un pays agricole par excellence. En 1949, 29% de la population active travaillait dans ce secteur, la majeure partie sur de petites exploitations agricoles de polyculture où l'autarcie dominait. Souvent, les méthodes de production restaient assez traditionnelles, notamment parce que l'introduction de la mécanisation coûte cher dans ce secteur fragmenté en petites exploitations. Le secteur primaire diminuera pourtant tout au long de la IV^e République et un exode rural touchera les régions les plus reculées et arides comme par exemple le Massif Central, ce qui contribuera à déséquilibrer l'espace français ; en 1959, soit au tout début de la V^e République, 22% de la population active travaille

¹ *Les Trente Glorieuses* est le titre d'un livre du sociologue Jean Fourastié, publié en 1979. Fourastié analyse la longue période de croissance des années 1945 – 1975, et souligne les nombreuses transformations qu'a connues la France dans le domaine démographique, économique et sociale.

encore dans le secteur primaire. Le nombre d'artisans et de petits commerçants avait également commencé à reculer sensiblement après la guerre. Les artisans sont concurrencés par les entreprises qui investissent et qui arrivent à produire plus à moindres coûts. La concurrence étrangère commence aussi à peser sur les secteurs de la confection, de la chaussure et du textile. Les petits commerçants sont quant à eux principalement menacés par l'émergence de nouvelles formes de distribution comme les grandes surfaces : Édouard Leclerc ouvre le premier supermarché en 1949. C'est en 1953, après avoir organisé la protestation musclée d'un groupe de commerçants contre un contrôle fiscal, que Pierre Poujade accède à la notoriété et crée l'Union de Défense des Commerçants et Artisans qui se pose en défenseur des petits contre les grands et parvient à canaliser l'angoisse et la colère de ces groupes, victimes de l'évolution économique. Rébellion sectorielle érigée en vision du monde dénonçant les « gros », le fisc, l'inefficacité parlementaire, et rejetant technocrates et intellectuels au nom du bon sens et des « petites gens », le mouvement poujadiste est ainsi la première expression du populisme d'après-guerre, qui, sous la Ve République, deviendra surtout visible sur la scène politique à partir des années 80 sous l'égide du Front national.

La classe ouvrière est également touchée par les transformations. Le secteur secondaire occupe tout au long des années 50 près de 35% de la population, mais le besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée implique le recul du nombre de manœuvres, ce qui va peu à peu porter atteinte au sentiment de cohésion de la classe ouvrière. Le comportement de la nouvelle classe ouvrière va progressivement se calquer sur celui des classes moyennes, dont l'importance relative est en constante augmentation. Avec le recul du nombre d'indépendants, et la réorganisation de la production et des services, le nombre de salariés augmente sensiblement. Le revenu par individu s'accroissant considérablement au cours des années 50, plus nombreux sont les Français qui bénéficient du progrès matériel et ce, malgré la forte inflation au cours de cette période. Ainsi, une part de moins en moins importante du budget des ménages est affectée au poste de nourriture et une de plus en plus grande au logement et à l'équipement. Les Français vont lentement entrer dans la société de consommation. En 1956, la troisième semaine de congés payés est introduite, et avec la

banalisation relative de l'automobile et la reconstruction et l'extension des réseaux routiers et ferrés, le tourisme commence à se développer. A la veille de la Ve République, le comportement des Français commence à s'uniformiser ; bien que persistantes, les différences caractéristiques des classes sociales s'estompent.

Pendant les années 20 et 30, le niveau démographique avait décliné et à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le nombre des décès dépassait même celui des naissances ; il y avait « plus de cercueils que de berceaux ». Cette tendance va se renverser radicalement une fois la guerre finie, on parlera alors du *baby-boom*. Le taux de naissances augmente et se maintient à un niveau élevé jusqu'au milieu des années 70, ce qui donne en moyenne 2,4 enfants par femmes ; en même temps, le taux de mortalité recule et l'espérance de vie commence à augmenter. La population française passe ainsi de 40,5 millions lors du recensement de 1946 à 44,8 millions en 1958. La France n'avait pas connu une telle croissance depuis un siècle et demi. Cette vitalité démographique va soutenir la demande, la production et donc l'économie dans de nombreux domaines : logement, infrastructure collective, biens d'équipement durables, alimentation, vêtements, établissements scolaires, etc. La croissance économique annuelle moyenne augmente et se maintient à un niveau élevé entre 1950 et 1959, à savoir 4,9%. Les baby-boomers vont ensuite progressivement constituer une main-d'œuvre qualifiée bien utile aux différents secteurs en croissance, grâce non seulement à leur grand nombre mais aussi à leur niveau de qualifications, qui va aussi leur assurer une ascension sociale. La taille de la population active n'est toutefois pas suffisante pour répondre au besoin de main-d'œuvre et la France doit faire appel à une main-d'œuvre étrangère venant principalement des pays d'Afrique du Nord. Près de 50 000 personnes entrent ainsi en France chaque année. Néanmoins, cette croissance démographique, prolifique de tout point de vue pendant les premières décennies, pèsera finalement lourdement dans les dépenses de la Sécurité sociale. Ainsi, aujourd'hui, avec le départ en retraite des baby-boomers, la baisse de la natalité et l'augmentation de l'espérance de vie et de la demande d'assistance, la France s'endette et vieillit. On parle aujourd'hui d'une « France ridée » et d'une France en crise.

Après la Seconde Guerre mondiale, avec la croissance démographique et l'exode rural, se posa le problème du logement, surtout urbain. De nombreux nouveaux logements, dont ceux à caractère social comme les HLM (Habitation à loyer modéré), furent construits dans les banlieues tout au long de la IV^e République. Malgré cet effort, beaucoup de familles vivaient encore dans des logements étroits et insalubres, quand elles ne vivaient pas dans des bidonvilles ou dans la rue. A la fin de la IV^e République, la crise du logement n'était pas encore résolue, mais le secteur de la construction était devenu avec celui de l'industrie automobile et de l'électroménager, le moteur de l'expansion.

La France fut en mai 1945 écartée des grandes conférences internationales de Yalta et de Potsdam. Vainqueur de second rang, puisque Pétain avait signé l'armistice avec l'Allemagne et malgré les efforts de la Résistance et de de Gaulle, elle s'est vue refuser dans un premier temps toute influence dans le rétablissement de l'Europe. Elle rejoindra cependant bientôt la compagnie des « grands » et sera dès 1945 une des quatre puissances occupantes de l'Allemagne et un des membres permanents de l'ONU. Afin de faire face aux tensions en Europe et à l'avancée du communisme, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est fondée en 1949, entre autres par les États-Unis et les pays de l'Europe occidentale. La France sera jusqu'à sa sortie du Comité militaire en 1966, un des trois membres du groupe permanent de l'organisation. Afin de développer l'Europe économiquement et d'assurer la paix, la France choisit de mener une politique de rapprochement et d'entente et non pas de rejet vis-à-vis de l'Allemagne, divisée en deux depuis 1949 ; ce rapprochement aboutira dès 1951 à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui inclut également le Benelux et l'Italie et en 1957, au traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) qui ouvre un grand marché commun de libre échange de marchandises. La France occupera une des places dominantes dans cette union dès sa naissance et aujourd'hui, alors que cette union s'est élargie, elle forme avec l'Allemagne le couple-clé de son développement. A la suite de la pénurie d'énergie provoquée par la crise de Suez en 1956, les pays européens, dits les Six, signèrent également en 1957 le traité EURATOM, dont le but était de développer en

commun une industrie nucléaire civile. Des programmes de recherche et la construction de centrales nucléaires devaient assurer leur indépendance en matière d'électricité, mais la coordination européenne de cette politique n'ayant pas vraiment porté ses fruits, la France développera finalement sa propre politique énergétique nucléaire et se lancera au début de la Ve République dans la construction de centrales nucléaires.

« Sans l'Empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son Empire, la France est un pays vainqueur », déclara le député radical, Gaston Monnerville, en 1945. Bien que l'esprit du temps, après la guerre, fût plutôt à rendre les colonies indépendantes, la France a choisi de sauvegarder son empire colonial, qui sera désormais dénommé l'Union française. Cependant, la guerre d'Indochine éclate en 1946. Guerre d'un nouveau genre, ce sera une guerre coûteuse en moyens et en hommes et elle déstabilisera la France politiquement. A la suite de la défaite inattendue de l'armée française en 1954, lors de la bataille de Dien Bien Phu (Điền Biên Phủ), les accords de Genève sont signés : la France se retire d'Indochine et révisé sa politique coloniale. Ainsi, les anciennes colonies et protectorats français retrouvent leur indépendance et leur autonomie au cours des années 50. Cependant, l'Algérie, seule colonie française de peuplement où vivent 900 000 Européens dont une majorité de Français, n'est pas vraiment considérée par les Français comme une colonie mais comme une partie intégrante de la France. L'insurrection pour l'indépendance algérienne commence en 1954 et le conflit se durcit au cours des années suivantes, menaçant la France d'une véritable guerre civile. Cette situation tendue provoquera finalement en 1958 l'effondrement de la IVe République et le retour du général de Gaulle.

Telle est, brièvement décrite, la toile de fond sur laquelle va se dessiner la Ve République.

Ce livre est destiné aux étudiants des études supérieures ainsi qu'à toute personne ayant un intérêt particulier à comprendre l'histoire contemporaine de la France. Il a été originellement écrit pour un public n'ayant pas été scolarisé en France. Il convenait d'introduire et d'expliquer certaines choses superflues pour un public français de ma génération. Mais voilà maintenant maintes années que, aussi bien dans le cadre du programme ERASMUS, qu'à l'Université du Danemark Sud (SDU) à Odense où je suis maître de conférence d'histoire et de civilisation française, je peux malheureusement constater que désormais même les jeunes Français n'ont pas toujours acquis les connaissances nécessaires pour bien comprendre et analyser leur histoire récente.

Le livre aborde et analyse principalement de la façon la plus objective possible

- la naissance de la Ve République en 1958, l'application et la pratique de sa Constitution, le fonctionnement des institutions politiques et leur solidité face aux changements politiques, sociaux et mondiaux.
- l'action des hommes et des femmes politiques les plus importants ayant marqué cette longue période.
- les principaux aspects de la politique intérieure et notamment l'introduction de grandes lois ou décisions politiques qui ont contribué à modeler la France et à assurer la continuité ou à permettre des changements.
- les grandes lignes de la politique extérieure afin de comprendre la place occupée par la France en Europe et dans le monde ainsi que la politique menée face aux défis européens et mondiaux.
- les mutations économiques, démographiques et sociales de la France.

Le livre est structuré d'une façon chronologique consacrant à chaque période présidentielle une présentation et une analyse de l'élection présidentielle et des élections législatives ainsi qu'une brève biographie du président élu. Chaque période présidentielle est ensuite expliquée et analysée à partir des grandes lignes des politiques intérieure et extérieure et du changement social. Les aspects dits de société sont donc aussi traités. Le livre est également documenté par des tableaux et des extraits de textes originaux, illustrant ou appuyant certains propos ou idées. En annexe se trouvent des extraits plus longs de documents d'époque. La

plupart des illustrations photographiques ont été prises en France entre 2006 et 2012 par mon mari et à ma demande.

Pour écrire ce livre, je me suis plongée ces dernières années dans des livres d'histoire, écrits par d'excellents historiens français, des biographies, des revues de recherche, des journaux, des hebdomadaires, des mensuels, des publications de grandes institutions statistiques et d'analyse ainsi que des sites sur la toile. Je me suis donc appuyée sur une documentation très variée, afin de pouvoir présenter et analyser de la façon la plus complète, synthétique et objective possible toute cette longue période. Puisqu'il s'agit d'un livre de synthèse sur la France contemporaine, je suis tout à fait consciente du fait que j'ai fait là un exercice périlleux, surtout en ce qui concerne les années les plus récentes ; il me manque le recul nécessaire de l'historien afin de pouvoir évaluer et distinguer clairement entre ce qui va laisser des traces dans l'avenir et ce qui n'a été que passager. J'espère toutefois que lorsqu'on lira les derniers chapitres dans quelques années, cela donnera une idée de la façon dont se posaient les problèmes auxquels la France était confrontée à cette époque.

Le livre terminé, j'ai demandé à plusieurs personnes de le lire, ce qu'elles ont aimablement fait, m'apportant leurs judicieuses remarques.

Que soient ici remerciés :

Bernard Aussiette, Olivier Borel, Jean Eberhard, Michel Denglos, Steffen Nordahl Lund, Denise Macary et Maurice Wagner.

Que soient remerciés plus particulièrement ma collègue Anne-Marie Kiener, qui inlassablement a lu et relu très attentivement le manuscrit ainsi que mon mari et collègue Dominique Bouchet, qui lui aussi a lu le manuscrit maintes fois, mais aussi fait la mise en page et pris les photos.

Les personnes nommées ci-dessus ne sauraient évidemment être tenus pour responsables des bévues et des lacunes qui subsistent dans ce livre.

Odense, Danemark Juin 2012